

nous? Le recensement de 1961 révéla que 62% des Québécois n'avaient que leurs sixième année d'école. Ces gens mal éduqués font toujours partie de notre force ouvrière; ils constituent une barrière au développement de nouvelles technologies.

(8) Les exportations ne nous donnent pas une augmentation nette des emplois, mais elles stimulent l'économie.

(9) Il y a deux sortes d'investissements, ceux conçus pour moderniser la production et ceux qui augmentent la capacité productive. Si nous sommes concurrentiels sur le marché international dans la production d'une certaine denrée, nous embaucherons des gens pour accroître notre capacité et notre production.

(10) Un système de revenu annuel garanti pourrait être lancé par l'entremise d'un projet pilote n'impliquant que le fédéral et une ou deux provinces. Si l'expérience s'avérait probante, les autres provinces s'impliqueraient.

(11) Il y a moins de sans-emploi qu'on ne croit. Nous devrions donc réduire le taux d'imposition marginal qui s'applique à ce que peuvent gagner les chômeurs et les assistés sociaux en plus de leurs allocations. Il faudrait, aussi, instaurer des mesures efficaces pour attraper les fraudeurs. Tout ceci établirait un climat de confiance envers les intentions du gouvernement.

(12) L'idéal serait de remplacer par un seul système de revenu annuel garanti tous les systèmes d'aide gouvernementale aux particuliers — y compris les exemptions fiscales, crédits d'impôt, assurance-chômage et allocations de bien-être social. Il faut qu'il y ait un seuil au-dessous duquel on ne paye pas d'impôt du tout et on reçoit le revenu annuel garanti; et au-dessus de ce seuil on paye des impôts et on ne reçoit aucune aide gouvernementale.

(13) Ceci, au fait, abolirait l'universalité. Ceux qui n'en auront vraiment pas besoin ne recevront aucune aide du gouvernement, qu'ils soient des enfants, des travailleurs adultes ou des retraités.

(14) Ce serait plus juste et moins coûteux que le système actuel, si les fraudeurs sont dépistés énergiquement. Quand nous étions au pouvoir, nous avons trouvé que 25% à 30% des bénéficiaires d'aide gouvernementale fraudaient «et pourtant on se targuait d'être des sociaux-démocrates.»

(15) On s'objectera que le remplacement du système actuel enlèvera aux femmes leurs chèques d'allocations familiales. On se fait dire que même dans des familles aisées il y a quelques femmes qui n'ont aucun autre revenu que les allocations familiales. Aux États-Unis seulement 10% des familles sont «traditionnelles» — papa au travail, maman à la maison s'occupant des enfants. Le pourcentage au Canada ne doit pas être beaucoup plus élevé. Ne fabriquons pas une politique pour l'avenir en nous figeant dans le passé.

(16) Il y a un pourcentage considérable de chômeurs et d'assistés sociaux qui voudraient et pourraient travailler. C'est pourquoi un programme de travaux publics est envisageable.

(17) Les structures sont en place. Il y a des programmes opérés déjà par le bénévolat, sur une petite échelle.

(18) En utilisant les programmes en place et en leur affectant davantage de crédits, on pourrait obtenir des résultats hautement désirables. Ceci nous éviterait de créer une grande bureaucratie. Nous mettrions le programme entre les mains d'une gestion locale qui connaîtrait les besoins locaux.

Entrevue avec Steven G. Peitchinis
Département des sciences économiques
Université de Calgary
Le 3 février 1986

(1) La production nationale doit augmenter suffisamment pour maintenir le système de production et le renouveler. Elle doit aussi assurer, aux fins de la production, un niveau de vie convenable à ceux qui ne participent pas à l'activité économique quantifiée.

(2) En Grèce, à l'époque de Socrate, la proportion de la production nationale affectée aux activités culturelles était bien supérieure à la nôtre.

(3) En assurant la croissance économique, nous *pouvons* maintenir le plein emploi.

(4) Point de vue autrichien: le plein emploi crée la richesse. Point de vue néo-classique: la richesse crée l'emploi.

(5) Au Canada, les investissements laissent à désirer en raison de la fuite de capitaux étrangers: nous n'avons pas invité les étrangers à investir dans le